DIAL 2963

PARAGUAY - L'heure des changements

Raúl Zibechi

jeudi 1er novembre 2007, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Cet article de Raúl Zibechi a été publié par Programa de las Américas le 28 août 2007. Depuis lors, quelques évènements sont survenus, et notamment la libération du général à la retraite Lino Oviedo, avec les remous et conséquences politiques que cela a pu et peut provoquer (voir points de repère d'octobre et novembre). Mais sur le fond, cet article reste d'actualité en présentant contexte et enjeux des élections présidentielles d'avril 2008.

En avril 2008 il y aura des élections présidentielles. Pour la première fois en 60 ans, le parti Colorado peut se voir délogé du palais du gouvernement. Commencerait alors la transition, aussi longtemps désirée qu'ajournée, vers la démocratie au Paraguay.

Les 17 dernières années de démocratie, depuis le coup d'État qui, en 1989, renversa le dictateur Alfredo Stroessner, ne furent guère différentes des 35 années antérieures. Le dictateur, qui gouvernait le pays depuis 1954, s'est appuyé sur le même parti qui jusqu'à aujourd'hui gouverne le pays au moyen du clientélisme, de la corruption et d'une bonne dose de répression. Mais le 29 mars 2006, l'histoire de ce pays meurtri parut chavirer : plus de 40 000 personnes sortirent dans les rues de la capitale, Asunción, pour éviter que le président Nicanor Duarte Frutos puisse se présenter à la réélection, qui est interdite dans la Constitution.

Le porte-parole de cette énorme mobilisation fut l'évêque de San Pedro, une zone où les paysans soutiennent une longue lutte contre les propriétaires terriens. Fernando Lugo devint d'un coup l'espérance de changement d'une société lasse de la corruption et des mauvais gouvernements. Toutes les enquêtes le considèrent comme favori, comme le seul capable de déloger le parti Colorado, qui contrôle tous les ressorts du pouvoir : la bureaucratie de l'État, l'armée, la mafia et les grandes entreprises.

Un modèle épuisé

La situation sociale et économique du pays est désastreuse. Sur 6 millions d'habitants, 63% sont pauvres (le chiffre officiel est 48%) et 26% indigents. Environ 80% – 4,5 millions – n'ont pas accès aux soins médicaux de base ; 600 000 paysans sans terre errent dans le pays depuis que les grandes entreprises ont fait du Paraguay l'un des plus grands exportateurs de soja au monde. 100 000 Paraguayens émigrent de la campagne vers la ville chaque année ou quittent le pays pour l'Espagne ou l'Argentine : les *remesas* [1] représentent désormais la seconde rentrée financière du pays, dépassée seulement par les exportations de soja.

L'État paraguayen est l'un des plus inefficaces et corrompus du monde. Il compte 200 000 fonctionnaires, dont 95% appartiennent au parti Colorado. En dépit de la faiblesse numérique de la population, chaque jour 10 enfants meurent de dénutrition et de maladies. Le parti Colorado, un parti d'État, est la principale source de contrôle de la société et de clientélisme, ce qui lui assura 60 ans de pouvoir quasi absolu, que ce soit en dictature ou en « démocratie ». En 2006, les producteurs de soja ont exporté l'équivalent de 450 millions de dollars et l'oligarchie des éleveurs quelque 430 millions, mais paient des impôts misérables :

3% les éleveurs et 1,8% les producteurs de soja. Les banques en paient encore moins [2].

Le sociologue Tomás Palau, du centre de recherches Base-Is, affirme que l'épuisement du modèle politique et économique va de pair avec la désintégration institutionnelle d'un pouvoir oligarchique. La perception de l'État paraguayen qu'ont les gens est que celui-ci existe de moins en moins pour eux, mais qu'il existe bel et bien et se montre très puissant quand il s'agit de défendre les intérêts de l'oligarchie des éleveurs et ceux de l'oligarchie multinationale liée au soja, à la canne à sucre, au coton, c'est-à-dire au modèle agro-exportateur [3].

Ce qui est considéré à Washington comme un *failed state* (État défaillant) est, pour la population paraguayenne et surtout pour les pauvres, un authentique cauchemar. Un journaliste paraguayen explique que d'être resté au pouvoir pendant 60 ans a provoqué au sein du parti Colorado une grande usure, laquelle a conduit l'État à une situation d'inutilité qui se traduit par « un désordre presque complet, où les administrateurs du pouvoir, les "*Colorados*", ne peuvent contrôler ni se contrôler dans la gestion de la chose publique : leurs dirigeants répondent, non plus au dictateur ou au chef, mais directement au commandant mafieux de la région » [4].

Un État infiltré par la corruption, où le pouvoir législatif est constitué de corrompus et où le pouvoir judiciaire est incapable d'administrer la justice, fait que les groupes entrepreneuriaux mafieux jouissent d'un pouvoir sans contrôle. Ces groupes puissants sont au nombre de quatre, selon le sociologue Palau : les éleveurs, avec une richesse estimée à 6 milliards de dollars, disposent de commandos paramilitaires ; les narcotrafiquants, qui produisent la marihuana, font du trafic de cocaïne et blanchissent de l'argent, ont la capacité d'acheter les policiers ; les multinationales exportatrices de soja, de coton et de canne à sucre ; enfin les « pseudo-entrepreneurs » liés à des affaires légales et illégales avec l'État et à la contrebande d'électroménager et de cigarettes.

En politique, cette crise institutionnelle et sociale se manifeste par « l'achat du vote qui peut impliquer jusqu'à un tiers des électeurs, et dans la dernière compétition électorale le vote fut coté 100 000 et même 200 000 guaranis per capita (20 à 40 dollars US) » [5]. Selon l'enquête régionale Latinobarómetro, au Paraguay 4% seulement de la population (contre 40% en Bolivie) considèrent comme efficace la lutte du gouvernement contre la corruption et 40% (contre 7% en Bolivie) croient que le gouvernement du Paraguay fomente la corruption.

L'irruption de la société civile

Cet ensemble de facteurs de pouvoir a provoqué « l'épuisement de l'État prébendier et clientéliste au service du parti Colorado et du modèle économique agro-exportateur ». La fin de cette période a ouvert, depuis les années 90, « une lutte pour l'hégémonie politique du processus, marquée par des crises successives, des tentatives de coups d'État, des homicides en série, des élections frauduleuses et bon nombre de mobilisations populaires » [6]. La société civile se montre maintenant très active, vu que c'est la seule manière de se faire entendre et de faire valoir des droits que l'État ne respecte pas.

La désintégration institutionnelle et sociale se traduit par la multiplication des mobilisations de paysans qui occupent des terres et reçoivent une réponse des autorités et des grands propriétaires sous forme d'assassinats et de la mise en accusation par le ministère public de 2 000 dirigeants. Mais cette désintégration se reflète aussi dans la chute de la participation électorale, puisqu'aux dernières élections municipales, 65% des inscrits ne se sont pas rendus aux urnes. A plusieurs occasions, la population a dû occuper les rues pour interdire que la loi soit violée.

Cette lutte a ses dates et ses morts. Mars 1999 fut le moment le plus douloureux de cette crise, avec l'assassinat du vice-président José Maria Argaña. Le général Lino Oviedo, un militaire messianique et autoritaire qui collabora avec le dictateur, joua un rôle important dans le coup d'État de 1989 qui mit fin à la dictature. On dit qu'il força à la reddition le tout-puissant Stroessner quand il dégoupilla une grenade et le visa avec un fusil. Il espérait tirer profit de la chute du dictateur et, dans la mêlée pour le pouvoir, il aurait été le cerveau de l'assassinat d'Argaña. En réaction à ce crime, les Paraguayens furent les protagonistes d'un soulèvement populaire, connu comme « le mars paraguayen », où des dizaines de

jeunes furent assassinés par des francs-tireurs sympathisants d'Oviedo.

Le général dut s'exiler, d'abord en Argentine où il bénéficia de la protection du président Menem, puis au Brésil. A son retour au pays, il fut jugé et condamné, et maintenant il est en prison [7], mais le Parlement se prépare à discuter une amnistie qui pourrait bénéficier au parti Colorado dans sa dispute avec Fernando Lugo, puisqu'ils rivaliseraient pour obtenir des appuis sociaux similaires [8].

En 2002 les secteurs populaires descendirent à nouveau dans les rues pour empêcher la privatisation des entreprises d'État et l'approbation de la Loi antiterroriste sans consultation citoyenne. Le gouvernement dut faire marche arrière quand le vaste mouvement social, en particulier paysan, bloqua les routes principales et paralysa le pays.

La troisième irruption du mouvement social eut lieu en mars de l'an dernier, quand le président (avec la complicité de la Cour suprême de justice) tenta de violer la Constitution pour se présenter à la réélection. A cette occasion fut créée Résistance citoyenne, le rassemblement de tous les secteurs politiques et sociaux de l'opposition qui convoquèrent la plus grande manifestation de ces dernières années. Le porte-parole de cette action fut l'évêque Fernando Lugo qui surgit comme une alternative à la crise des partis. Selon certaines enquêtes, Lugo dispose de jusqu'à 70% d'appui populaire.

L'évêque des pauvres

Dans une interview accordée au journal *Brasil de Fato* [9], Lugo a rappelé qu'il était né en 1952 dans un petit bourg rural de 60 familles, San Solano. C'est le plus jeune des six frères d'une famille qui fut durement persécutée par la dictature de Stroessner : son père fut emprisonné 20 fois. Enfant, Lugo vendait des « *empanadas* » [10] et du café dans les rues de la ville d'Encarnación, où avait émigré sa famille. Trois de ses frères furent emprisonnés, torturés et expulsés du pays pendant 23 ans.

Il suivit les études pour devenir instituteur et fit classe dans une salle où s'entassaient 100 élèves, jusqu'à ce qu'à 19 ans il décide d'entrer au séminaire de la Congrégation du Verbe divin [11]. « Ce fut la population de Hohenau, où je faisais la classe aux enfants, qui m'a poussé à entrer en religion. Les gens étaient très religieux et il n'y avait pas de prêtre, mais ils se réunissaient quand même tous les dimanches, et moi je participais à ces célébrations, par la lecture de la parole de Dieu, les commentaires, les prières et les chants. C'est à Hohenau que Dieu est arrivé dans ma vie. » [12]

En 1977, il est ordonné prêtre et voyage en Équateur où il découvre la théologie de la libération et l'Église des pauvres. En 1982, il retourne au Paraguay et l'année suivante il est expulsé du pays pour cause de sermons « subversifs » et pour avoir dit du mal du gouvernement. Il vit à Rome et revient en 1987. En 1994, il est ordonné évêque du diocèse de San Pedro, le plus pauvre du pays. « En 1994, quand je pris en charge le diocèse, il y eut 112 occupations de terre, dont 52 eurent lieu à San Pedro. Quand je suis arrivé, il y avait 650 communautés de base, quand je suis parti il y en avait 1 000. » Dans le district comportant les plus grands *latifundios* [13], la pastorale sociale organisait peu à peu les paysans sans terre.

Lugo se convertit à la politique en très peu de temps. Lui-même raconte le changement : « J'ai quitté le diocèse en 2005 et je suis arrivé à la réflexion que les grands efforts qui se font à travers l'Église n'ont pas obtenu le succès attendu ; j'ai réalisé que les changements réels dans les domaines économique et social viennent de la politique. Alors j'ai commencé à me réunir avec un groupe de 12 amis, le 3 janvier 2006 – un groupe d'étude et d'analyse composé d'artistes, d'intellectuels, de paysans, d'étudiants, pour réfléchir sur le pays. Ce groupe grandit et devint le 17 décembre le Mouvement populaire Tekojoja (égalité, en guarani). Très vite il devint le mouvement politique qui prit le plus d'expansion. » [14]

Tekojoja recueillit plus de 100 000 signatures pour que Lugo se présente comme candidat à la présidence. Le 22 décembre 2006, il renonce au ministère sacerdotal ; le 4 janvier 2007 le Vatican n'accepte pas sa démission et le suspend ensuite *a divinis*. Ce n'est pas un point secondaire. La Constitution du Paraguay dit qu'aucun prêtre de n'importe quel culte ne peut aspirer à la présidence. Ayant renoncé à sa condition de prêtre, Lugo considère qu'il répond aux critères pour être président. Mais Duarte Frutos n'admet pas cela, ce qui provoque un dur affrontement entre le gouvernement et l'Église catholique. Il est possible que

dans les prochains mois la Cour Suprême de Justice invalide sa candidature en invoquant un argument non pas légal mais théologique. En effet, pour l'Église, un prêtre restera toujours prêtre même s'il démissionne de ses fonctions. Lugo n'a pas confiance en la justice de son pays, comme la majorité des Paraguayens. La Cour est composée de 9 membres : 5 « Colorados » et 4 de l'opposition. Le problème est que si l'on empêche la candidature de Lugo, une grande partie de la population considèrerait cela comme un coup d'État et la réaction populaire serait imprévisible.

Vers une seconde transition ?

Les partis politiques vivent une crise aiguë de représentation et de légitimité. L'opposition parlementaire s'est unie dans ce que l'on appelle la Concertation démocratique, composée des partis PLRA (Parti libéral radical authentique), UNACE (Union nationale des citoyens éthiques), Patria Querida (Patrie chérie), Encuentro Nacional (Rencontre nationale) et País Solidario (Pays solidaire). En majeure partie, ce sont des néolibéraux qui professent ce que nous pourrions appeler « une vieille culture politique », le PLRA étant le seul disposant d'une structure importante dans tout le pays capable de rivaliser avec le parti Colorado.

Entrent aussi en ligne de compte les mouvements sociaux et politiques. Tout au long de l'année 2006, pour lancer et appuyer la candidature de Lugo, qui ne dispose d'aucune structure, ont été créés au moins 3 grands secteurs :

– Le Bloc social et populaire, composé des 5 centrales syndicales, un secteur du mouvement paysan, la Démocratie chrétienne, le Parti fébériste et le Parti des travailleurs.

– Le second groupe est País Posible (Pays possible), conduit par le frère de Lugo, qui a un long parcours de résistance au sein du parti Colorado et cherche à récupérer ce vote.

– Enfin le Mouvement populaire Tekojoja qui est le plus proche de Lugo et participe aussi au Bloc social et populaire.

Les groupes de gauche, très liés au mouvement paysan, ont créé une Coordination de mouvements indépendants, qui est arrivé à présenter des candidats dans 10 des 221 municipalités du pays. C'est la première fois qu'une partie significative du mouvement paysan a donné de l'élan à la participation électorale, ce qui suppose un changement par rapport aux périodes antérieures. Cette jonction a formé le Front social et populaire qui, depuis fin 2006, tente de créer une large alliance avec Tekojoja et le Bloc social et populaire pour faire contrepoids à la *Concertación* dans le projet de Lugo [15].

Lugo a dû choisir entre le traditionnel et le nouveau, entre d'un côté le Bloc et les mouvements sociaux, de l'autre la Concertation. Ce fut un choix opposant la gauche sociale à la structure, le programme de changements contre la sécurité que lui apportent les appareils pour vaincre le parti Colorado. Finalement il se présentera comme le candidat de la Concertation, prenant pour vice-président un membre du PRLA. Peu avant de prendre sa décision, il a expliqué clairement de quoi il s'agissait : « La Concertation nationale unie pourrait assurer le contrôle électoral. Ce sont des partis jouissant d'une représentation parlementaire qui peuvent offrir deux choses : garantir un contrôle correct du processus électoral et aussi la possibilité de gouvernement parce qu'ils ont beaucoup de parlementaires. Le groupe Bloc populaire est irréconciliable avec la Concertation nationale » [16].

Selon le membre du Service de Paix et Justice, Orlando Castillo, le pas fait par Lugo peut lui garantir le triomphe électoral mais peut aussi lui lier les mains à l'heure des changements : « Lugo cherche une structure qui puisse soutenir sa candidature, parce que, en dehors de sa bonne réputation, il ne possède ni structure, ni expérience, ni l'argent d'une campagne électorale. Mais avec la Concertation, il se fourre dans des problèmes. S'il arrive au gouvernement, il court le risque de ne pas pouvoir gouverner. Le parti Colorado, dans l'opposition, peut être très dangereux, vu qu'il aura la majorité au Parlement et que la deuxième formation sera celle des libéraux. La gauche n'aura presque pas de représentants. » [17]

D'après cette dernière analyse, une fois au gouvernement, les libéraux pourraient s'unir aux « Colorados »

pour faire un procès politique à Lugo et l'écarter du pouvoir. Souvenons-nous que les libéraux ont toujours cohabité avec le parti Colorado, y compris pendant la dictature et qu'ils forment un parti néolibéral qui pratique la même politique clientéliste et corrompue qui domine au Paraguay. La seule différence, c'est qu'ils n'ont jamais été au pouvoir et prétendent utiliser Lugo pour arriver au palais.

Le climat politique est tendu et confus. Les ambitions de pouvoir sont nombreuses. Depuis que Lugo a décidé de se présenter avec la Concertation et un vice-président libéral, plusieurs mouvements se sont produits, qui tendent à rompre cette alliance. Le parti Patria Querida a quitté la Concertation parce qu'il veut son propre candidat à la présidence. L'UNACE cherche à obtenir une amnistie pour le militaire putschiste Lino Oviedo, pour le présenter comme son propre candidat [18]

Au sein du parti Colorado, il y a deux courants très forts qui ne cessent de s'affronter. Le 3 mai dernier, la Chambre des députés avait approuvé un projet de Loi antiterroriste, sous la pression de Washington. Selon l'opposition et les organismes de droits humains, cette loi n'établit pas clairement les limites de ce qui est considéré comme terrorisme, porte atteinte aux droits humains et criminalise la protestation sociale [19].

Le 9 août, la Chambre des sénateurs a repoussé la loi, tout en décidant d'introduire dans le Code pénal quelques modifications qui favorisent les grands propriétaires terriens et nuisent aux mouvements paysans. Le parti Colorado a voté contre, en guise d'avertissement au gouvernement de George W. Bush, afin que celui-ci appuie la réélection de Duarte Frutos et ne continue pas à promouvoir la candidature du vice-président Luis Castiglioni, ami personnel de Donald Rumsfeld.

Pour le mouvement social, enthousiasmé par Lugo parce qu'il promeut la réforme agraire et l'autonomie du pays, le panorama est plus complexe encore. Selon Castillo, « les mouvements continuent à espérer que Lugo se tournera vers eux. D'un côté, c'est la seule alternative. De l'autre, ils courent un grand risque. Pas moins de 14 partis se sont formés pour appuyer Lugo mais en réalité tous veulent accéder au Parlement. Ils courent le risque de perdre la crédibilité qu'ils ont gagnée durant tant d'années de résistance » [20].

Références :

– Aristides ORTIZ, « A las puertas de una segunda transición », *Brecha*, Montevideo, 9 mars 2007.
– ALOP (Asociación Latinoamericana de Organismos de Promoción), *Informe Democracia y Desarrollo 2006-2007*, Asunción, juin 2007 www.alop.org.
– *Brasil de Fato*, « O Paraguai subsidia as indústrias de São Paulo », entretien avec Fernando Lugo, 30 mai 2007
– Hugo RICHTER, « Paraguay : crisis y expectativa de cambio », *OSAL* n° 21, Buenos Aires, septembre 2006.
– José Antonio VERA, « Hacia una verdadera transición democrática », *Brecha*, Montevideo, 9 mars 2007.
– Orlando CASTILLO, « Otro revés a la Ley Terrorista de Washington », août 2007 dans www.serpajamericalatina.org.
– Pablo STEFANONI, « ¿Fin de época en Paraguay ? », *Le Monde Diplomatique*, Buenos Aires, juillet 2007.
– Ricardo CANESE, « Itaipú, conflicto o equidad entre Paraguay y Brasil », *Movimiento Popular Tekojoja*.
– Raúl ZIBECHI, Entretien avec Orlando Castillo, 17 août 2007.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2963.
– Traduction de Sylvette Liens pour Dial.

– Source (espagnol) : Programa de las Américas, 28 août 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Envois d'argent des émigrés - note DIAL.

[2] Aristides Ortiz, op. cit.

[3] Idem.

[4] Idem.

[5] ALOP, op. cit., p. 7.

[6] Hugo Richter, op. cit., p. 60.

[7] Il a été placé en liberté conditionnelle le 6 septembre - note DIAL.

[8] Pablo Stefanoni, op. cit., p. 8.

[9] Traduction française : PARAGUAY - Entretien avec Fernando Lugo - note DIAL.

[10] Chausson fourré aux légumes, à la viande... - note DIAL.

[11] Entretien avec Fernando Lugo publié dans *Brasil de Fato*.

[12] Idem.

[13] Grandes propriétés agricoles - note DIAL.

[14] Idem.

[15] ALOP, op. cit., p. 21.

[16] Entretien avec Fernando Lugo publié dans *Brasil de Fato*.

[17] Entretien avec Orlando Castillo.

[18] La Cour suprême a annulé, mardi 30 octobre 2007, la condamnation qui pesait contre Lino Oviedo pour avoir participé à la tentative de coup d'État d'avril 1996 contre le président d'alors, Juan Carlos Wasmosy, habilitant du même coup sa candidature pour les élections présidentielles d'avril 2008 - note DIAL.

[19] Orlando Castillo, op. cit., p. 2.

[20] Entrevista a Orlando Castillo.